HAL
open science

La Sicile, laboratoire de la mobilisation citoyenne contre la mafia (1982-1992)

Charlotte Moge

To cite this version:

Charlotte Moge. La Sicile, laboratoire de la mobilisation citoyenne contre la mafia (1982-1992). Laboratoire italien. Politique et société, 2019, 22, 10.4000/laboratoireitalien.2753 . hal-02057101

HAL Id: hal-02057101

https://hal.science/hal-02057101v1

Submitted on 5 Mar 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Laboratoire italien
Politique et société

22 | 2019
« Sans recourir à la violence » : la société italienne face aux terrorismes et aux mafias (1969-1992)

La Sicile, laboratoire de la mobilisation citoyenne contre la mafia (1982-1992)

La Sicilia, laboratorio della mobilitazione civile antimafia (1982-1992)

Sicily, a laboratory for antimafia civil mobilization (1982-1992)

Charlotte Moge

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/laboratoireitalien/2753
DOI : 10.4000/laboratoireitalien.2753
ISSN : 2117-4970

Éditeur
ENS Éditions

Ce document vous est offert par Bibliothèque Diderot de Lyon ENS

Référence électronique
Charlotte Moge, « La Sicile, laboratoire de la mobilisation citoyenne contre la mafia (1982-1992) », *Laboratoire italien* [En ligne], 22 | 2019, mis en ligne le 14 février 2019, consulté le 22 février 2019. URL : http://journals.openedition.org/laboratoireitalien/2753 ; DOI : 10.4000/laboratoireitalien.2753

Ce document a été généré automatiquement le 22 février 2019.

Laboratoire italien – Politique et société est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

La Sicile, laboratoire de la mobilisation citoyenne contre la mafia (1982-1992)

La Sicilia, laboratorio della mobilitazione civile antimafia (1982-1992)
Sicily, a laboratory for antimafia civil mobilization (1982-1992)

Charlotte Moge

1 S'il est vrai qu'en Sicile, la lutte contre la mafia est presque aussi ancienne que la mafia elle-même, il s'agissait avant tout d'une opposition sociale à la domination mafieuse : une petite frange de la population, très pauvre et essentiellement paysanne, s'opposait à la captation mafieuse des terres et des richesses agricoles, rendue possible par le rôle de maintien de l'ordre que les riches propriétaires terriens avaient conféré aux membres de Cosa nostra[1]. Dès la révolte des *Fasci siciliani*, cette lutte correspond donc à une tradition politisée, marquée à gauche, que l'on peut schématiser comme une opposition aux élites. Parce qu'ils ont été les premiers acteurs politiques de la lutte contre la mafia, les syndicalistes ont aussi été à de nombreuses reprises victimes de la violence mafieuse, comme au moment de l'occupation des terres non cultivées après la Seconde Guerre mondiale. L'évolution de la mafia suivant celle de l'économie, l'industrialisation – quoique limitée et insuffisante dans le Mezzogiorno – et l'émergence du secteur tertiaire à la suite du miracle économique coïncident avec la modernisation des activités criminelles de Cosa nostra. La gestion des bénéfices générés par le trafic de stupéfiants ainsi que le contrôle du territoire de Palerme, principal lieu de blanchiment de l'argent sale grâce aux liens durables établis avec l'élite démocrate-chrétienne locale, engendrent une première guerre au début des années 1960, puis une deuxième à partir de la fin des années 1970. Ce second conflit systémique, né de la volonté hégémonique des Corléonais, se caractérise également dès 1978 par une offensive d'une violence inédite contre des représentants des forces de l'ordre, des magistrats et des hommes politiques. Ce déchaînement de violence connaît son apogée en avril 1982, avec l'assassinat, le 30 avril, de Pio La Torre – parlementaire et dirigeant du PCI sicilien – et de son chauffeur Rosario Di Salvo, puis, trois mois plus tard, le 3 septembre, avec celui du préfet Carlo Alberto dalla Chiesa, de sa

jeune épouse Emanuela Setti Carraro et du policier Domenico Russo. Ces deux « meurtres excellents », pour leur impact médiatique, politique et civil, déclenchent une prise de conscience citoyenne qui se matérialise par l'engagement inédit d'une partie de la société palermitaine, puis italienne. Bien que limitée à la sphère partisane, la forte mobilisation qui fait suite au meurtre de Pio La Torre, amorce un tournant qui se vérifie et s'amplifie après l'assassinat du préfet dalla Chiesa. Le message anonyme retrouvé sur le lieu du crime le lendemain, « C'est ici qu'est mort l'espoir des Palermitains honnêtes »[2], marque le début d'une prise de parole par une partie, certes encore largement minoritaire, de la société civile palermitaine. Lors de ses funérailles à Palerme, les représentants politiques nationaux sont violemment contestés, car jugés responsables de la mort de celui qui était considéré comme le héros national de la lutte contre le terrorisme. Ce rejet de la classe politique devient une caractéristique du mouvement antimafia citoyen en germe, qui se construit par le bas, en dehors du politique et autour des victimes. Cette singularité s'exprime également par une prolifération sans précédent d'associations citoyennes qui inaugurent de nouvelles formes d'actions collectives en réaction à la violence et organisent des commémorations qui font souvent concurrence aux cérémonies officielles.

2 Ainsi, dès octobre 1982, les initiatives, lancées par différentes catégories socioprofessionnelles ayant une forte tradition militante, se multiplient au niveau local et prennent très vite une dimension nationale. Le 9 octobre 1982, les étudiants et les enseignants organisent une assemblée nationale et, le 16 octobre, c'est au tour des syndicats d'organiser une grande manifestation nationale. La manifestation a une portée nationale, car des milliers de personnes viennent du continent et les étudiants napolitains vont ensuite exporter en Campanie les modalités de mobilisation collective découvertes en Sicile (comme les initiatives de vulgarisation et d'analyse du phénomène mafieux promues par l'université de Palerme : séminaires, conférences, débats) pour lutter contre la Camorra. À partir de cette date, on peut donc parler de contagion des initiatives entre la Sicile et le continent. Pour reprendre les mots d'Umberto Santino, ces deux événements constituent « les actes de naissance de la nouvelle vague du mouvement antimafia »[3], car ils sont suivis par la création de nombreux mouvements qui se distinguent par leur caractère hétéroclite, signe d'un besoin d'unir toutes les catégories de la société. Giovanna Terranova, veuve du juge assassiné en 1979, fonde le premier comité de femmes contre la mafia qui donne vie ensuite à l'Association des femmes siciliennes pour la lutte contre la mafia[4]. On sent naître le besoin de cultiver la mémoire des victimes puisque les premières fondations nominatives (Centro Terranova, Fondazione Costa et plus tard le Centro studi Pio La Torre) sont créées et, à l'image de Nando dalla Chiesa, les proches de victimes se lancent dans une action de sensibilisation auprès des jeunes dans les écoles. De plus, le collectif Dimenticati a Palermo, en partenariat avec l'université de Palerme, forme un comité pour la construction d'un monument aux victimes de la lutte contre la mafia, érigé en 1983. Enfin, une ligue contre la drogue est créée et plusieurs comités antimafia voient le jour en province, dans des zones très touchées par la violence mafieuse[5]. La vraie nouveauté de tous ces mouvements réside dans les modalités d'action collective qui les caractérisent. Dès lors, on commence à parler de « l'antimafia des marches, des cortèges, des marches aux flambeaux »[6]. Ces nouvelles formes de mobilisation citoyenne sont hautement symboliques. Outre le fait de raviver la mémoire des victimes – incarnée par la flamme, symbole du souvenir –, elles visent à manifester, en silence, l'existence d'une frange de la population qui refuse la violence mafieuse et qui souhaite donner une image différente de

la Sicile. Au vu du succès des différentes initiatives, certains ressentent le besoin de s'organiser afin de centraliser un mouvement qui peut sembler disparate. En 1984, Umberto Santino – créateur en 1977 du Centro di documentazione siciliano Peppino Impastato – lance le Coordinamento Antimafia pour regrouper des organismes hétérogènes (38 associations[7]) de manière informelle. Cette expérience, bien que se soldant par un échec dans la durée, constitue cependant la première tentative de structuration de ce mouvement citoyen allant des catholiques progressistes à la gauche du PCI et préfigure ainsi ce qui caractérise l'antimafia d'aujourd'hui, dont le réseau de Libera – fondé par le prêtre don Luigi Ciotti en 1995 – est sans doute la réalité la plus significative. La mobilisation citoyenne après les assassinats de 1982, certes foisonnante et d'une ampleur inédite, ne constitue cependant que l'embryon de celle faisant suite aux massacres de 1992 qui coûtent la vie aux magistrats Giovanni Falcone, Francesca Morvillo et Paolo Borsellino ainsi qu'à leurs escortes.

3 Les attentats spectaculaires de 1992 déclenchent en effet une mobilisation citoyenne sans précédent. Les deux singularités du mouvement de 1982, le rejet de la classe politique et les formes d'action collective innovantes, deviennent de véritables constantes du mouvement antimafia à partir de 1992. Outre la notoriété des victimes et les modalités de leurs assassinats, la maturité acquise au cours de la décennie précédente, notamment grâce à l'action des associations dans les écoles auprès des jeunes, est certainement un élément clé qui explique la force de la mobilisation après les massacres de Capaci et de via d'Amelio. Des milliers de Palermitains descendent dans la rue et se pressent aux portes de la chapelle ardente. Une foule immense assiste aux obsèques des victimes et la retransmission des cérémonies en direct à la télévision contribue à donner une ampleur nationale à cette mobilisation. Les tensions avec les dirigeants politiques observées en 1982 se cristallisent et débouchent sur une véritable rupture avec la classe politique, dont la légitimité était sérieusement entachée à la suite des révélations de l'opération « Mains propres ». Les représentants politiques sont violemment pris à partie non seulement par la foule en colère, mais aussi par une large partie des policiers et des magistrats palermitains, qui viennent grossir les rangs de la contestation[8]. Véritable progatoniste, cette foule de citoyens est définie dans la presse comme le « chœur »[9] des « gens honnêtes »[10]. Cette dénomination, qui vient du message anonyme trouvé au lendemain de la mort du préfet dalla Chiesa, marque une continuité entre les deux époques et favorise la création d'un groupe social qui, s'il était très restreint dans les années 1980, s'étend non seulement à la dizaine de milliers de Palermitains présents et mobilisés aux quatre coins de la ville, mais aussi à tous les Italiens qui leur manifestent leur soutien. Ce groupe social devient la base sur laquelle se fonde le mouvement antimafia citoyen tel qu'on le connaît aujourd'hui. Comme dans les années 1980, les femmes jouent un rôle clé dans la constitution de la communauté de victimes et dans le renouvellement du répertoire d'action de la mobilisation collective donnant ainsi un second souffle au mouvement, à tel point que Nando dalla Chiesa parle d'une « féminité de l'antimafia »[11]. Si l'antimafia des années 1980 se caractérisait par une présence silencieuse lors des marches aux flambeaux, celle de 1992 se distingue par une dénonciation affichée et assumée de la violence mafieuse (en inscrivant des messages antimafia sur des draps blancs accrochés ensuite aux balcons) ainsi qu'une réappropriation de l'espace public par des chaînes humaines ou des grèves de la faim[12].

4 Ainsi, dès le début des années 1980, la Sicile apparaît comme un véritable laboratoire car, après le « choc moral »[13] que constituent les assassinats de représentants de la lutte

contre la mafia, la mobilisation citoyenne contre la violence mafieuse, caractérisée par l'invention d'un nouveau répertoire d'actions collectives pacifiques, s'étend aux autres régions – Campanie et Calabre – touchées par la criminalité mafieuse.

NOTES

1. Voir U. Santino, *Storia del movimento antimafia: dalla lotta di classe all'impegno civile*, Rome, Editori Riuniti University Press, 2009.

2. « *Qui è morta la speranza dei palermitani onesti* », dans S. Acuto, A. Cestelli, I. Di Liegro *et al* ., *Dimenticati a Palermo: 3000 ore di morte da Pio La Torre a Carlo Alberto Dalla Chiesa*, Palerme, ILA Palma, 1984, p. 104.

3. « *Gli atti di nascita della nuova ondata di movimento antimafia* », dans U. Santino, *Storia del movimento antimafia*, *op. cit*., p. 319.

4. Cette association est créée à la suite d'une pétition lancée par « un groupe de femmes palermitaines, certaines avec des expériences politiques ou syndicales, d'autres sans appartenance politique et d'autres qui avaient subi dans leur famille la violence mafieuse » (A. Puglisi, *Donne, mafia e antimafia*, Trapani, Di Girolamo, 2012, p. 143). Cette association se spécialise ensuite dans l'aide légale pour les veuves. Voir A. Jamieson, *The Antimafia: Italy's Fight against Organized Crime*, Basingstoke-New York, Macmillan-St. Martin's Press, 2000, p. 130.

5. Il s'agit de la zone appelée le « triangle de la mort » entre Casteldaccia, Altavilla Milicia et Santa Flavia, dans la province de Palerme. Voir U. Santino, *Storia del movimento antimafia*, *op. cit*., p. 319.

6. S. Lupo, *Potere criminale: intervista sulla storia della mafia*, G. Savatteri éd., Rome-Bari, Laterza, 2010, p. 128.

7. U. Santino, *Storia del movimento antimafia*, *op. cit*., p. 320-321.

8. G. D'Avanzo, « Vergogna, vergogna, assassini », *La Repubblica*, 25 mai 1992, p. 2.

9. « Un coro di invettive contro gli uomini dello Stato », *Il Popolo*, 22 juillet 1992, p. 2.

10. « L'abbraccio degli onesti », *La Repubblica*, 25 juillet 1992, p. 2-3.

11. « *Femminilità dell'antimafia* », « *sono state proprio le donne a promuovere iniziative da cui ha avuto inizio il contrasto a forme locali e nazionali di criminalità organizzata* » (N. dalla Chiesa, *La scelta Libera: giovani nel movimento antimafia*, Turin, Gruppo Abele, 2014, p. 128).

12. Voir C. Moge, « La mobilisation antimafia de 1992 », *Rivista di studi e ricerche sulla criminalità organizzata*, vol. II, n° 1, 2016, p. 32-60.

13. C. Traïni, « Choc moral », dans O. Fillieule, L. Mathieu et C. Péchu éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 101-107.

RÉSUMÉS

Cette contribution introduit les cinq articles du numéro qui traitent de l'antimafia en analysant les premières réactions d'une partie de la société civile palermitaine aux violences mafieuses. Suite au « choc moral » provoqué par les assassinats de représentants de l'État, les initiatives citoyennes des années 1970-1980 constituent, par le type d'acteurs mobilisés et les répertoires d'action adoptés, un modèle qui se diffuse dans les autres régions touchées par la criminalité mafieuse. La Sicile fait donc figure de véritable laboratoire de la mobilisation citoyenne antimafia.

Questo contributo introduce i cinque saggi del numero che riguardano l'antimafia, analizzando le prime reazioni di una parte della società civile palermitana alle violenze mafiose. Dopo lo «shock morale» provocato dagli assassinii di rappresentanti dello Stato, le iniziative civili degli anni Settanta e Ottanta costituiscono, per il tipo di attori mobilitati ed i repertori di azione adottati, un modello che si diffonde nelle altre regioni alle prese con la criminalità mafiosa. La Sicilia è quindi un vero e proprio laboratorio della mobilitazione civile antimafia.

This contribution is an introduction to the five articles in this issue that deal with antimafia. It focuses on the first reactions of a part of Palermo's civil society to mafia violences. In the wake of the "moral shock" caused by the murders of State agents, citizens' initiatives in the 1970's and 1980's came to represent, because of the actors they mobilized and the kinds of actions they adopted, a paradigm that would spread to other regions afflicted by mafia criminality. Sicily is therefore a real laboratory for antimafia civil mobilization.

INDEX

Parole chiave : antimafia, mobilitazione civile, Sicilia, Palermo, associazioni
Keywords : antimafia, civil mobilization, Sicily, Palermo, associations
Mots-clés : antimafia, mobilisation citoyenne, Sicile, Palerme, associations

AUTEUR

CHARLOTTE MOGE

Université Jean Moulin Lyon 3 • Charlotte Moge, agrégée d'italien et docteure en histoire contemporaine, est maître de conférences en Études italiennes à l'université Jean Moulin Lyon 3 et membre du laboratoire Triangle (UMR 5206). Ses recherches portent sur le mouvement antimafia, la mémoire des victimes de la lutte contre la mafia et sur la criminalité mafieuse en Italie. Parmi ses publications récentes : « Parler de mafia. La classe politique face à la violence mafieuse de 1963 à 1992 », dans R. Descendre et J.-L. Fournel éd., *Langages, politique, histoire. Avec Jean-Claude Zancarini*, Lyon, ENS Éditions, 2015, p. 347-361 ; « La mobilisation antimafia de 1992 », *Rivista di studi e ricerche sulla criminalità organizzata*, vol. II, n° 1, 2016, p. 32-60 ; « Eroe, uomo,

santo? Il paradosso della memoria di Giovanni Falcone », dans T. Caliò et L. Ceci éd., *L'immaginario devoto tra mafie e antimafia: riti, culti e santi*, Rome, Viella, 2017, p. 219-232.